



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 JUIN 2010

Nous vous présentons notre rapport financier semestriel portant sur le semestre clos le 30 Juin 2010, établi conformément aux dispositions des articles L 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 du Règlement Général de l'AMF.

Le présent rapport sera diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF.

Il sera notamment disponible sur le site de notre société www.groupermedica.com.

	PAGES
RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010	3
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2010	16
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	51
ATTESTATION DES RESPONSABLES	55

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010

RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL 2010

1.	PRESENTATION DU GROUPE MEDICA	5
2.	FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2010	6
3.	DEVELOPPEMENT DU GROUPE MEDICA	10
4.	COMPTES CONSOLIDES	11
5.	EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2010	15
6.	PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES	15
7.	PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	15

1. PRESENTATION DU GROUPE MEDICA

Le groupe MEDICA, acteur de référence de la prise en charge de la dépendance pérenne ou temporaire intervient principalement sur deux secteurs d'activités :

- le secteur « **EHPAD** »¹ Etablissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes appelés usuellement maisons de retraite, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne (127 établissements offrant une capacité d'accueil de 9 983 lits au 30 juin 2010) ; et
- le secteur sanitaire, principalement au sein d'établissements de Soins de Suite et de Réadaptation (« **SSR** »), et d'établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire (37 établissements sanitaires représentant une capacité d'accueil de 2 317 lits au 30 juin 2010).

Principaux indicateurs sur la période 2009 (31 décembre) – 2010 (30 juin)

	2010 (30 juin)	2009 (31 décembre)
Nombre d'établissements	164	148
Nombre de lits		
EHPAD France	8 461	7 636
Sanitaire France	2 317	2 317
Italie	1 522	1 428
TOTAL	12 300	11 381
Taux d'occupation ²	96,9%	96,7%
Yield (en euros) ³	120,6	118,0

¹ Ce secteur comprend les établissements EHPAD du groupe MEDICA en France, ainsi que ses établissements RSA (*Residenza Sanitaria Assistenziale per Anziani*) en Italie.

² Le taux occupation se définit comme le rapport entre le nombre de journées facturées et le nombre de journées facturables pour les établissements ouverts depuis plus de 12 mois

³ Le yield correspond au chiffre d'affaires par lit et par jour (pour les établissements exploités une partie de l'année seulement, seul le nombre de jours où ces établissements sont ouverts est retenu)

2. FAITS MARQUANTS DU 1ER SEMESTRE 2010

2.1. ADMISSION DES TITRES DE LA SOCIETE AUX NEGOCIATIONS SUR LE MARCHE EURONEXT PARIS

Le 24 janvier 2010, le Conseil d'administration, usant de la délégation octroyée par l'assemblée générale des actionnaires du même jour, a décidé :

- le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public « OPO », avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal maximum de 6 084 219 euros par émission d'un nombre maximum de 15 625 000 Actions Nouvelles d'une valeur nominale de 0,38939 euro.
- le principe d'une augmentation de capital réservée à PREDICA et aux administrateurs indépendants de la Société : Madame Catherine Soubie, Monsieur Guy de Panafieu et Monsieur Gilles Cojan d'un montant nominal maximum de 610 630 euros.
- le principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe (dans le cadre d'un Plan d'Epargne Groupe), pour un montant nominal maximum de 12 168 euros.

Le Conseil d'administration de la Société avait fixé une fourchette indicative de prix du placement des actions de la Société entre d'une part, 16 euros (bas de la fourchette) par action et d'autre part, 19,50 euros (haut de la fourchette) par action.

Le 25 janvier 2010, l'Autorité des Marchés Financiers « AMF » a apposé le Visa n° 10-015 sur le prospectus de la Société MEDICA dans le cadre de l'admission de ses titres sur le marché Euronext Paris.

Les modalités définitives de l'augmentation de capital liée à cette opération ont été arrêtées par le Conseil d'administration du 9 février 2010. Ainsi, afin de tenir compte de la dégradation des conditions de marché, le Conseil d'administration, a fixé le prix d'Offre des actions dans le cadre du Placement Global et de l'OPO à 13 euros par action. Cette décision reflétait la recommandation conjointe des banques BNP PARIBAS, Credit Suisse et RBS agissant en qualité de Coordinateurs Globaux, Chefs de File et Teneurs de Livre Associés. Les banques ont considéré qu'un prix d'offre révisé en ce sens permettrait de refléter les conditions de marché et d'assurer de bonnes conditions à la réalisation de l'opération.

L'admission de l'ensemble des actions de la Société (Actions existantes, Actions nouvelles et Actions issues de la conversion des Titres donnant accès au capital, Actions Nouvelles Réservées aux Salariés), est intervenue le 10 février 2010 sur le marché Euronext Paris, compartiment B, pour un règlement livraison le 12 février 2010.

Dans des conditions particulièrement difficiles, l'introduction en bourse du Groupe MEDICA a fait l'objet d'une demande très importante de la part des investisseurs institutionnels tant français qu'internationaux, conduisant à une souscription de l'offre aux institutionnels d'environ trois fois sa taille initiale. De même, l'offre aux particuliers a remporté un vif succès ayant rassemblé près de 7 500 ordres. L'augmentation de capital réservée aux salariés a été souscrite via le FCPE du Groupe MEDICA avec une participation de plus de 3 000 salariés du Groupe.

A l'issue de cette opération, le montant des augmentations de capital du Groupe MEDICA, ressort à environ 275,5 millions d'euros après offre réservée à PREDICA, aux administrateurs indépendants et aux salariés.

Les actions de la Société sont désormais négociées sur une ligne de cotation intitulée MEDICA, code ISIN FR00010372581, mnémonique MDCA et éligible au SRD.

2.2. ADAPTATION DE LA STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE A SA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

2.2.1 REMBOURSEMENT ET AMENAGEMENT DE LA DETTE SYNDIQUEE EN FEVRIER 2010

Suite à l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Euronext Paris le 10 février 2010, le groupe MEDICA a procédé aux opérations financières suivantes :

- Remboursement de la dette mezzanine dans son intégralité
- Remboursement partiel de la tranche C

Parallèlement, la nouvelle ligne de financement d'acquisitions pour un montant total en principal de 80 millions d'euros conclue le 9 novembre 2009 est devenue effective. Cette ligne (portant intérêt nominal au taux Euribor + 350bps) ne pouvait en effet être utilisée qu'à compter de l'admission effective des actions de la Société sur le marché Euronext Paris.

2.2.2 MISE EN PLACE D'UNE NOUVELLE LIGNE DE FINANCEMENT EN JUIN 2010

Le 16 juin 2010, MEDICA a signé dans le cadre d'un club deal réunissant des banques de premier rang, un contrat de crédit avec les sûretés usuelles. Les nouveaux financements mis en place permettent à MEDICA de réduire nettement le coût de son endettement tout en la dotant d'une capacité financière adaptée à sa stratégie de développement.

- La mise en place d'un "Term Loan Facility" d'un montant de 350 millions d'euros permet le refinancement des emprunts syndiqués existants, avec un niveau de marge ramenée à 165 bps contre 270 bps précédemment.
- L'octroi d'un "Revolving Loan Facility" de 100 millions d'euros permet à MEDICA de disposer d'une capacité financière complémentaire pour mener à bien sa politique de croissance maîtrisée et plus particulièrement d'opérations de croissance externe, avec un niveau de marge ramenée à 170 bps contre 350 bps précédemment.
- Enfin, MEDICA dispose d'un "basket" additionnel autorisé par la documentation bancaire de 150 millions d'euros en dette bilatérale, utilisable notamment pour des financements immobiliers sous forme de crédit-bail.

2.3.ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES DU 29 JUIN 2010

- Commissaire aux Comptes

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 29 juin 2010 a nommé en qualité de Commissaire aux Comptes Titulaire, le Cabinet MAZARS et en qualité de Commissaire aux Comptes Suppléant Monsieur Cyrille BROUARD pour une durée de six ans. Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

- Capital social autorisé, mais non émis

Les délégations et autorisations d'émettre des actions ou autres valeurs mobilières et les principales autorisations financières consenties lors de cette même Assemblée sont les suivantes :

Résolution	Objet de la résolution	Montant maximal	Durée de l'autorisation (à compter du 29 juin 2010)
7 ^{ème}	Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10 % capital social de la Société au moment du rachat Prix maximum de rachat : 30 euros Montant maximum de rachat : 55 960 398 euros	18 mois
10 ^{ème}	Autorisation de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre	10 % du montant du capital social existant à la date de l'annulation	24 mois
11 ^{ème}	Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances par voie d'offre au public	6 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution	26 mois
12 ^{ème}	Augmentation de capital avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital par placement privé	6 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titre de créance) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution et dans la limite de 20 % du capital social par an ou tout autre pourcentage maximum qui pourrait être prévu par la loi	26 mois
13 ^{ème}	Augmentation de capital avec maintien du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital immédiatement et/ou à terme au capital de la Société	12,2 millions d'euros (actions)/ 300 millions d'euros (titres de créances) à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution	26 mois
14 ^{ème}	Augmentation de capital réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe avec suppression du DPS par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société	100 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution	26 mois
15 ^{ème}	Augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise	3,7 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution	26 mois
16 ^{ème}	Augmentation de capital par émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer les apports en nature consentis à la Société, sans DPS	10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24 ^{ème} résolution	26 mois

Résolution	Objet de la résolution	Montant maximal	Durée de l'autorisation (à compter du 29 juin 2010)
17ème	Augmentation du montant des émissions en cas de demandes excédentaires	15 % de chaque émission dans la limite du plafond nominal global de la 24ème résolution	26 mois
18ème	Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en cas d'OPE initiée par la société sur les titres d'une autre société avec suppression du DPS	6 millions d'euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution	26 mois
19ème	Autorisation d'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en fixant librement le prix d'émission sans DPS	10 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution	26 mois
20ème	Autorisation d'utiliser les délégations d'augmentation ou de réduction du capital social en période d'offre publique visant les titres de la Société		26 mois
21ème	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions	1 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution ^{4*}	38 mois
22ème	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au profit des membres du personnel salarié et des mandataires sociaux du groupe ou de certains d'entre eux	0,5 % du capital social à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution ⁴	38 mois
23ème	Délégation de compétence au Conseil d'administration d'émettre des bons de souscription d'actions (« BSA ») ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions remboursables (« BSAAR ») au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et de ses filiales, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires	200 000 euros à imputer sur le plafond nominal global de la 24ème résolution Prix minimum : 110 % de la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société pour les 20 séances de bourse précédant la date à laquelle auront été arrêtés l'ensemble des termes et conditions des BSA/BSAAR et les modalités de leur émission	18 mois
24ème	Plafond nominal global	12,2 millions d'euros pour les augmentations de capital 300 millions d'euros pour les titres de créances	26 mois

⁴ En cas d'utilisation cumulée de la délégation de compétence visée à la vingt-et-unième résolution et de la délégation de compétence visée à la vingt-deuxième résolution, le nombre total d'actions attribuées et/ou émises ne pourra en aucun cas représenter plus de 1 % du capital social.

3. DEVELOPPEMENT DU GROUPE MEDICA

Au cours du premier semestre 2010, MEDICA a connu une bonne progression de son activité avec l'ouverture de 247 lits et l'acquisition de 770 lits.

Le groupe a ainsi ouvert trois établissements en France : 88 lits à Evrecy (Normandie), 75 lits à la Roche sur Yon (Pays de Loire) et 84 lits à Saint-Martin de Crau (Paca).

Il a également procédé à plusieurs acquisitions avec notamment :

- **En France,**
 - un établissement (EHPAD) en Ile de France de 80 lits.
 - deux groupes d'établissements (EHPAD) représentant un total de 620 lits :
 - Un groupe disposant d'environ 300 lits localisés principalement en Languedoc Roussillon, région dans laquelle MEDICA n'était pas implantée et qui lui permet de compléter son maillage territorial.
 - Un groupe de 320 lits, établi en Région Parisienne et spécialisé dans la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée.

- **En Italie,** un EHPAD situé à Florence de 70 lits.

Au 30 Juin 2010, MEDICA exploite un portefeuille de 12 300 lits.

4. COMPTES CONSOLIDES

4.1 COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

Données en millions d'euros	30/06/2010	30/06/2009	Variation
Chiffre d'affaires	259,1	234,1	10,7%
RBE hors immobilier	66,8	60,1	11,2%
Excédent Brut d'Exploitation	43,3	39,1	10,8%
Résultat opérationnel courant	33,0	30,1	9,9%
Résultat opérationnel	29,9	26,9	11,1%
Résultat financier	(24,5)	(31,1)	21,1%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	(0,2)	(0,2)	na
Impôt	(2,2)	1,8	na
Résultat net consolidé	3,0	(2,5)	na
Intérêts minoritaires	0,1	0,2	(61,2%)
Résultat net part du groupe	2,9	(2,7)	na

4.2 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du 1er semestre 2010 du groupe MEDICA s'est établi à 259,1 millions d'euros en progression de 10,7% par rapport au 1er semestre 2009.

Cette augmentation de 25,0 millions d'euros résulte :

- principalement d'une augmentation de 14,3 millions d'euros liée à la croissance organique du groupe MEDICA, soit une augmentation de 6,1 % du chiffre d'affaires consolidé ; et.
- d'une augmentation de 10,7 millions d'euros du chiffre d'affaires consolidé due aux changements du périmètre de consolidation en 2010 par rapport à 2009.

La croissance organique du groupe MEDICA de 6,1 % au cours du 1^{er} semestre 2010 provient :

- des revalorisations des différents types de prestations réalisées par le groupe MEDICA (tarifs hébergement pour le secteur EHPAD et prestations de services annexes pour le secteur sanitaire) ;
- de la revalorisation des dotations soins et tarifs dépendance dans le secteur EHPAD et des prix de journée dans le secteur sanitaire ;
- et de la montée en puissance des établissements créés en 2009 et au 1^{er} semestre 2010.

Afin de mesurer l'efficacité de sa politique de *yield management*, le groupe MEDICA utilise comme principaux indicateurs le taux d'occupation⁵ et le *yield*⁶.

Le taux d'occupation des établissements du groupe se maintient au niveau élevé de 96,9%.

Au cours du semestre, tous les secteurs d'activité sont en croissance :

- Le secteur EHPAD France enregistre un chiffre d'affaires de 160,8 millions d'euros en progression de 15,2% par rapport au 1er semestre 2009. Cette bonne performance s'explique notamment par la forte croissance organique (+8,8%) liée à la montée en puissance des établissements ouverts au cours de l'année 2009 et en 2010.
- Le secteur Sanitaire France réalise un chiffre d'affaires de 71,6 millions d'euros, en faible progression (+1,9%) par rapport à la même période de l'année précédente du fait des programmes de restructuration menés par le Groupe.
- Le chiffre d'affaires du secteur Italie s'inscrit en croissance de 9,4% par rapport à 2009.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR - M€	2010	2009	Variation Totale	Croissance Organique
EHPAD France % CA	160,8 62,1%	139,7 59,7%	+15,2%	+8,8%
Sanitaire France % CA	71,6 27,6%	70,1 30,0%	+1,9%	+1,9%
Italie % CA	26,6 10,3%	24,3 10,4%	+9,4%	+3,1%
TOTAL	259,1	234,1	+10,7%	+6,1%

4.3 CHIFFRE D'AFFAIRES ET RBE HORS IMMOBILIER PAR ACTIVITE

Secteur EHPAD France

	Juin 2010 (6 mois)	Juin 2009 (6 mois)
Chiffre d'affaires		
Total en millions d'euros	160,8	139,7
RBE hors immobilier		
Total en millions d'euros	41,9	36,6
Total en % du CA	26,0%	26,2%

⁵ cf. définition note de bas de page (5)

⁶ cf. définition note de bas de page (5)

Le RBE hors immobilier du secteur EHPAD France a augmenté de 14,5% passant à 41,9 millions d'euros au 30 juin 2010 contre 36,6 millions au 30 juin 2009 en raison de la progression de 15,2% du chiffre d'affaires et d'une légère baisse de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 26,0% au 30 juin 2010 contre 26,2% au 30 juin 2009, en dépit des nouvelles intégrations et ouvertures d'établissements intervenues au cours du semestre.

Secteur Sanitaire France

	Jun 2010 (6 mois)	Jun 2009 (6 mois)
Chiffre d'affaires		
Total en millions d'euros	71,6	70,1
RBE hors immobilier		
Total en millions d'euros	18,3	17,9
<i>Total en % du CA</i>	25,5%	25,5%

Le RBE hors immobilier du secteur Sanitaire a augmenté de 2,0 % à 18,3 millions d'euros en 2010 contre 17,9 millions en 2009 en raison de la progression de 1,9% du chiffre d'affaires et une stabilité de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 25,5% au 30 juin 2010.

Secteur EHPAD Italie

	Jun 2010 (6 mois)	Jun 2009 (6 mois)
Chiffre d'affaires		
Total en millions d'euros	26,6	24,3
RBE hors immobilier		
Total en millions d'euros	6,6	5,6
<i>Total en % du CA</i>	24,8%	22,9%

Le RBE hors immobilier a augmenté de 18,5 % à 6,6 millions d'euros en 2010 contre 5,6 millions en 2009 en raison d'une progression de la marge de RBE hors immobilier qui s'établit à 24,8% au 30 juin 2010 contre 22,9 % au 30 juin 2009.

4.4 EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION ET RESULTAT OPERATIONNEL COURANT

L'excédent brut d'exploitation est stable au 30 juin 2010 à 16,7% du chiffre d'affaires consolidé, par comparaison avec le 30 juin 2009.

Ce résultat a été atteint alors que les charges de personnel ont connu une croissance significative du fait des ouvertures de nouveaux établissements et de la médicalisation croissante des établissements du groupe. En effet, au 30 juin 2010, les charges de personnel ont représenté 46,6% du chiffre d'affaires consolidé contre 45,0% l'année précédente.

En ce qui concerne les charges externes (hors charges locatives), grâce à un stricte contrôle des coûts, elles ont connu une baisse relative au regard du chiffre d'affaires consolidé passant de 18,3% du chiffre d'affaires au 30 juin 2009 à 17,5% du chiffre d'affaires au 30 juin 2010.

Le 3ème poste de charges du groupe, à savoir les charges locatives, ont progressé de 21,0 millions d'euros au 30 juin 2009 à 23,4 millions d'euros au 30 juin 2010. Cette évolution est le résultat en premier lieu des effets périmètre et des nouvelles ouvertures d'établissements, les charges locatives restant stable à périmètre constant.

Le résultat opérationnel courant reste également stable entre les deux années à 12,8% du chiffre d'affaires.

4.5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les autres produits et charges opérationnels impactent le résultat de la période d'une charge de -3,1 millions d'euros. Ils se composent pour l'essentiel :

- de frais d'introduction en bourse, pour un montant de - 3 millions d'euros
- de coûts de restructuration, pour un montant de - 2,2 millions d'euros (- 3,1 millions au 30 juin 2009)
- De l'effet de la revalorisation à la juste valeur des participations minoritaires antérieurement détenues avant la prise de contrôle de ces sociétés pour un montant de +2,9 millions d'euros.

4.6 RESULTAT FINANCIER

Le résultat financier représente une charge de - 24,6 millions d'euros au 30 Juin 2010 contre - 31,1 millions d'euros au 30 Juin 2009, soit une amélioration de 6,6 millions d'euros.

L'opération d'introduction en bourse a en effet eu pour conséquence la diminution des intérêts sur emprunt dûe à la conversion de l'emprunt obligataire le 12 février 2010 d'une part, et au remboursement de la dette mezzanine et d'une partie de la tranche C d'autre part.

L'opération de refinancement intervenue en juin 2010 a eu un effet marginal sur les intérêts financiers du 1^{er} semestre 2010 mais elle a entraîné la comptabilisation en charge financière du solde des frais d'émission des emprunts non encore amortis et qui ont été remboursés, pour un montant de - 5,1 millions d'euros.

4.7 STRUCTURE FINANCIERE

Les fonds propres du groupe s'élèvent à 586,5 millions d'euros au 30 Juin 2010, contre 125,6 millions d'euros au 31 Décembre 2009, alors que parallèlement l'endettement financier net passe de 748,6 millions d'euros au 31 Décembre 2009 à 374,4 millions d'euros au 30 Juin 2010. La dette financière nette a notamment été réduite suite aux opérations d'augmentation de capital intervenues en février 2010 (concomitamment à la conversion de l'emprunt obligataire).

5. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 1ER JUILLET 2010

5.1. COUVERTURE DE TAUX

Ainsi qu'il l'avait annoncé lors de la mise en place des nouveaux financements, le Groupe a procédé en juillet 2010 à l'adaptation de sa politique de couverture de taux afin d'optimiser encore le coût de son endettement.

Le groupe a souscrit des swaps à taux fixe à compter de janvier 2011 pour un montant de 350 millions d'euros dont 100 millions d'euros à échéance 31 décembre 2013 et 250 millions d'euros à échéance 30 juin 2014.

Dès janvier 2011, le taux moyen de ces nouvelles couvertures ressortira à environ 1,7%, soit une baisse de 200 bps par rapport aux swaps à taux fixe actuels.

6. PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES

Il n'est pas anticipé de risques autres que ceux ayant été identifiés dans le document de référence 2009, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 7 juin 2010 et répertorié sous le numéro R.10-041 au paragraphe 5 « Facteurs de Risques ».

Ces facteurs de risques ne présentent pas d'évolution significative sur le premier semestre 2010.

7. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'existe pas de changement significatif par rapport aux informations communiquées dans le document de référence 2009 au paragraphe 24 « Opérations avec des Apparentés »

**ETATS FINANCIERS
CONSOLIDES RESUMES
AU 30 JUIN 2010**



GRUPE MEDICA

Etats financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010

	PAGES
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	P. 19
ÉTAT DU RESULTAT GLOBAL	P. 20
ÉTAT DE SITUATION FINANCIERE	P. 21
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE	P. 22
ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	P. 23
NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS	P. 24

COMPTÉ DE RESULTAT CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	Période de 6 mois		12 mois
		30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Chiffre d'affaires	4.12	259 088	234 111	480 727
Achats consommés		(12 485)	(11 184)	(22 783)
Charges externes	4.13	(68 847)	(63 981)	(129 203)
Impôts et taxes		(14 003)	(14 539)	(30 295)
Charges de personnel	4.14	(120 845)	(105 315)	(214 009)
Autres charges d'exploitation		(362)	(299)	(596)
Autres produits d'exploitation		778	307	774
Excédent Brut d'Exploitation		43 323	39 100	84 615
Dotations aux amortissements		(9 998)	(8 922)	(18 830)
Dotations aux dépréciations et provisions		(280)	(108)	(1 698)
Résultat opérationnel courant		33 045	30 070	64 087
Résultat sur cession de participations consolidées			8	8
Charges opérationnelles	4.15	(9 864)	(3 140)	(19 643)
Produits opérationnels	4.15	6 764	8	13 312
Résultat opérationnel		29 945	26 946	57 764
Charges financières		(24 603)	(31 983)	(81 300)
Produits financiers		60	879	624
Résultat financier	4.16	(24 543)	(31 104)	(80 676)
Résultat des sociétés mises en équivalence		(214)	(152)	(423)
Résultat avant impôt		5 188	(4 310)	(23 334)
Charge ou produit d'impôt	4.17	(2 215)	1 812	10 365
Résultat net total		2 974	(2 498)	(12 969)
Part du groupe	4.18	2 894	(2 703)	(13 363)
Part des minoritaires		80	206	394
Nombre d'actions moyen	4.18	38 428 291	7 286 040	7 286 040
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	4.18	0,08	(0,37)	(1,83)
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	4.18	0,13	(0,17)	(0,83)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat net total	2 974	(2 498)	(12 969)
Autres éléments du résultat global :			
Variation de la juste valeur des instruments financiers	1 196	(7 440)	(4 172)
Impôts différés sur juste valeur des instruments financiers	(399)	2 480	1 391
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	797	(4 960)	(2 781)
Résultat global de l'exercice	3 771	(7 458)	(15 750)
Dont part groupe	3 691	(7 664)	(16 144)
Dont intérêts minoritaires	80	206	394

ETAT DE SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
ACTIF			
Ecart d'acquisition	4.1	380 586	353 122
Immobilisations incorporelles	4.2	483 349	483 059
Immobilisations corporelles	4.3	304 944	294 325
Titres mis en équivalence	3.1	2 101	0
Autres actifs financiers		18 081	17 389
Actifs disponibles à la vente		1 360	1 718
Impôts différés	4.10	178	1 141
Instruments financiers dérivés	4.4	465	1 054
Total Actifs non courants		1 191 064	1 151 808
Stocks et en-cours		1 924	1 915
Créances clients		32 849	29 927
Créances d'impôt		1 234	1 631
Autres débiteurs		19 332	12 728
Autres actifs courants		6 544	6 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	18 678	38 546
Total Actifs courants		80 561	91 472
Total Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	4.6	11 814	11 244
Total Actif		1 283 439	1 254 524

En milliers d'euros	Notes	30/06/2010	31/12/2009
PASSIF			
Capital		18 653	11 348
Primes liées au capital		500 762	0
Résultat groupe		2 894	(13 363)
Réserves de consolidation		60 829	124 266
Capitaux propres, part du groupe		583 138	122 252
Résultat hors groupe		80	394
Réserves minoritaires		3 281	2 921
Capitaux propres totaux		586 499	125 567
Passifs financiers	4.7	375 490	393 621
Engagements envers le personnel		4 978	4 674
Titres mis en équivalence		607	292
Autres provisions	4.9	7 959	8 534
Impôts différés	4.10	159 891	191 540
Instruments financiers dérivés	4.4	0	18 889
Autres passifs non courants		23 935	23 061
Passifs non courants		572 860	640 612
Passifs financiers	4.7	17 606	393 531
Engagements envers le personnel		987	987
Fournisseurs	4.8	30 841	36 607
Autres créditeurs	4.8	62 221	56 145
Instruments financiers dérivés	4.4	9 606	0
Dettes d'impôt		2 818	1 075
Passifs courants		124 080	488 345
Total Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés			
Total Passif		1 283 439	1 254 524

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers d'euros	Notes	Période de 6 mois 30.06.2010	Période de 6 mois 30.06.2009	Période de 12 mois 31.12.2009
Résultat net total consolidé		2 974	(2 498)	(12 969)
Elim. du résultat des mises en équivalence		214	152	423
Elim. des amortissements et provisions		10 005	8 976	18 486
Elim. des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)		(1 760)	(774)	(394)
Elim. des résultats de cession et des pertes et profits de dilution		(2 819)	(7)	1 098
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		8 614	5 849	6 643
Elim. de la charge (produit) d'impôt	4.17	2 215	(1 812)	(10 365)
Elim. du coût de l'endettement financier net		25 043	31 557	80 449
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		35 872	35 594	76 727
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	4.19	(10 166)	(8 054)	14 483
Impôts payés		(314)	(173)	(1 370)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		25 392	27 367	89 840
Incidence des variations de périmètre	3.2	(23 511)	(8 849)	(9 451)
Acquisition d'immobilisations corporelles	4.19	(22 419)	(13 534)	(33 836)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(670)	(991)	(1 260)
Acquisition d'actifs financiers		(271)	(20)	(21)
Variation des prêts et avances consentis		(242)	(1 349)	(3 063)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3 796	2	12 392
Cession d'actifs financiers		0	0	0
Dividendes reçus		0	0	0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(43 317)	(24 741)	(35 239)
Augmentation de capital		257 372	1	0
Actions propres		(1 144)	0	0
Emission d'emprunts		360 182	11 363	11 398
Remboursement d'emprunts		(579 778)	(7 425)	(15 146)
Intérêts financiers nets versés		(35 861)	(18 898)	(37 974)
Remboursements instruments financiers dérivés		(5 739)	0	0
Dividendes payés aux minoritaires		(34)	(63)	(112)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(5 003)	(15 022)	(41 834)
Variation de la trésorerie		(22 929)	(12 398)	12 767
Trésorerie d'ouverture		34 403	21 636	21 636
Trésorerie de clôture	4.5	11 475	9 238	34 403
Variation de la trésorerie		(22 929)	(12 398)	12 767

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Part	Part
							Groupe	Minoritaires
Capitaux propres 31/12/2008	7 286 040	116 577	0	50 337	(22 391)	144 521	138 396	6 126
Affectation du résultat de la période précédente				(22 391)	22 391	0	0	0
Dividendes distribués				(63)		(63)	0	(63)
Transactions avec les actionnaires		0	0	(63)	0	(63)	0	(63)
Résultat de la période					(2 498)	(2 498)	(2 703)	206
Variation de juste valeur des instruments financiers				(4 960)		(4 960)	(4 960)	
Eléments du résultat global		0	0	(4 960)	(2 498)	(7 458)	(7 664)	206
Capitaux propres 30/06/2009	7 286 040	116 577	0	22 923	(2 498)	137 000	130 732	6 269

En milliers d'euros	Notes	Nbre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL	Part	Part
								Groupe	Minoritaires
Capitaux propres 31/12/2009		7 286 040	11 348	0	127 188	(12 969)	125 567	122 252	3 315
Affectation du résultat de la période précédente					(12 969)	12 969	0	0	0
Augmentation de capital	1	40 618 147	8 252	267 228			275 480	275 480	0
Dividendes distribués					(34)		(34)		(34)
Conversion actions de préférence	1		(5 827)	5 827			0		
Conversion obligations convertibles	1		4 880	239 779			244 659	244 659	
Frais d'émission d'instruments de capitaux propres	1			(12 073)	0		(12 073)	(12 073)	
Actions propres					(1 138)		(1 138)	(1 138)	
Variation de juste valeur des instruments financiers					797		797	797	
Composante capitaux propres de la dette emprunt obligataire	1				(49 734)		(49 734)	(49 734)	
Transactions avec les actionnaires			7 305	500 762	(50 109)	0	457 957	457 991	(34)
Résultat de la période						2 974	2 974	2 894	80
Eléments du résultat global			0	0	0	2 974	2 974	2 894	80
Capitaux propres 30/06/2010		47 904 187	18 653	500 762	64 110	2 974	586 499	583 138	3 361

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

SOMMAIRE

1.	FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE	26
2.	REGLES ET METHODES COMPTABLES	28
3.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	31
	3.1. VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE	31
	3.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE	32
	3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010	34
4.	NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS	37
	4.1. ECARTS D'ACQUISITION	37
	4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37
	4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38
	4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES	39
	4.5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	40
	4.6. ACTIFS NON COURANTS	40
	4.7. PASSIFS FINANCIERS	40
	4.8. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS	43
	4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES	43
	4.10. IMPOTS DIFFERES	43
	4.11. SECTEURS OPERATIONNELS	44
	4.12. CHIFFRE D'AFFAIRES	45
	4.13. CHARGES EXTERNES	45
	4.14. CHARGES DE PERSONNEL	46
	4.15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	46
	4.16. RESULTAT FINANCIER	47
	4.17. CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT	47
	4.18. RESULTAT PAR ACTION	48
	4.19. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	48
	4.20. ENGAGEMENTS HORS BILAN	49
	4.21. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	49
	4.22. EVENEMENTS POSTERIEURS	50

MEDICA SA et ses filiales sont spécialisées dans les structures d'accueil et de soins médicalisées pour personnes dépendantes de tous âges.

Le groupe est présent en France et en Italie et intervient sur deux secteurs d'activité :

- Le **secteur EHPAD, France et Italie** : établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, établissements pour personnes âgées et Résidences Services, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ; et
- Le **secteur Sanitaire** : établissements médicalisés prenant en charge la dépendance temporaire par l'offre de soins de suite et de réadaptation (SSR), ce qui inclut les soins de suite et les soins de médecine physique et de réadaptation (MPR), et établissements spécialisés dans le domaine psychiatrique.

MEDICA SA est le holding du groupe MEDICA, société de droit français, dont le siège social est situé à Issy les Moulineaux.

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 6 septembre 2010.

1. FAITS MARQUANTS DU SEMESTRE

Introduction en bourse

Le Conseil d'administration de la société, réuni en date du 24 Janvier 2010, a décidé :

- le principe d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public – avec suppression du droit préférentiel de souscription- d'un montant nominal maximum de 6 084 219 euros par émission d'un nombre maximum de 15 625 000 actions nouvelles d'une valeur nominale de 0,38939 euro.
- le principe d'une augmentation de capital réservée à PREDICA et aux administrateurs indépendants, d'un montant nominal maximum de 610 630 euros.
- le principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés du groupe pour un montant nominal maximum de 12 168 euros.

Puis le Conseil d'administration, réuni en date du 9 Février, a fixé le prix d'Offre des actions dans le cadre du placement global et de l'OPO à 13 euros par action.

La société MEDICA s'est introduite en bourse sur le marché NYSE Euronext Paris, compartiment B, le 10 Février 2010.

Cette admission a fait suite au visa N° 10-015 accordé par l'Autorité des Marchés Financiers « AMF » à la société MEDICA, le 25 Janvier 2010. Le montant reçu suite à l'émission sur le marché s'élève à 275,5 millions d'euros.

Enfin, par délibération en date du 12 Février 2010, le Conseil d'administration a constaté la conversion de l'intégralité des actions de préférence et des obligations convertibles en actions ordinaires.

L'ensemble de ces opérations est traduit dans les comptes.

A l'issue de celles-ci, le capital social est désormais fixé à la somme de 18 653 466.50 euros, divisé en 47 904 187 actions de même catégorie intégralement libérées.

Les coûts directement attribuables à l'émission d'actions nouvelles ont été portés en diminution de la prime d'émission.

Les coûts se rattachant à l'émission d'actions nouvelles et à la cotation ont été répartis de la façon suivante : 85% en diminution des capitaux propres et 15% en autres produits et charges opérationnels. Les autres coûts indirectement liés à cette opération ont été portés en autres produits et charges opérationnels.

Compte tenu de ces opérations, la prime d'émission s'élève au 30 Juin 2010 à 501 millions d'euros, après imputation des frais d'augmentation de capital.

Concomitamment à cette introduction, l'emprunt mezzanine et une partie de l'emprunt tranche C, ainsi que les intérêts y afférents, ont été intégralement remboursés pour un montant de 208,5 millions d'euros.

Mise en place d'une nouvelle ligne de financement

Le 16 Juin 2010, MEDICA a signé un contrat de crédit dans le cadre d'un club deal réunissant des banques de 1er rang.

La mise en place d'un « Term Loan Facility » d'un montant de 350 millions d'euros au taux Euribor d'une durée de 5 ans a permis le refinancement des emprunts syndiqués existants, avec un niveau de marge ramené à 165 bps contre 270 bps précédemment.

Au 30 juin 2010, l'effet du coût amorti des emprunts syndiqués remboursés a généré une charge financière de 5,1 millions d'euros.

En outre, le groupe dispose :

- d'un « Revolving Loan Facility » de 100 millions d'euros qui alloue à MEDICA une capacité financière complémentaire pour mener à bien sa politique de croissance maîtrisée, avec un niveau de marge ramené à 170 bps contre 350 bps précédemment.
- D'un « basket additionnel » autorisé par la documentation bancaire de 150 millions d'euros en dette bilatérale, utilisable notamment pour des financements immobiliers sous forme de crédit bail.

Par ailleurs, le groupe a procédé d'une part à la résiliation d'une partie de ces contrats de couverture de taux suite au remboursement d'une partie de la dette, le montant de la soulte versée s'élève à 5,7 millions d'euros.

D'autre part un regroupement des différents contrats de couverture de taux existants en un seul contrat a été effectué pour un montant global de 350 millions d'euros aux mêmes conditions afin de couvrir les flux futurs d'intérêts (Cf. Note 4.4 « instruments financiers dérivés »).

Variation de périmètre

Le Groupe a également procédé à plusieurs variations de périmètre dont les caractéristiques sont décrites en Note 3.1 « variations de périmètre de consolidation de la période ».

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés du groupe MEDICA sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2010, sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes annexes.

Ces comptes n'incluent pas l'intégralité des informations requises par l'ensemble du référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les derniers comptes annuels consolidés établis au 31 décembre 2009. Les comptes au 30 juin 2009 ont été établis pour la comparabilité des comptes semestriels.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés au 30 juin 2010 du Groupe MEDICA sont identiques à ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2009 étant précisé que les nouvelles normes et interprétations obligatoires à compter du 1^{er} janvier 2010 ont été appliquées par le groupe :

Normes	Libellé	Date d'entrée en vigueur
IFRIC 12	Accord de concessions de services	29/03/2009
IFRIC 16	Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger	01/07/2009
IFRIC 18	Transferts d'actifs provenant de clients	31/10/2009
IFRIC 17	Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires	31/10/2009
IFRIC 15	Accords pour la construction d'un bien immobilier	01/01/2010
IFRS 3 Révisée	Regroupement d'entreprise (phase 2)	01/07/2009
Amendement à IAS 27	Etats financiers consolidés et individuels	01/07/2009
Amendement à IAS 39	Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Eléments couverts éligibles	01/07/2009
Amendement à IFRS 5	Annual Improvements Mai 2008	01/07/2009
Amendement à IFRS 2, IFRS 5, IFRS 8, IAS 1, IAS 7, IAS 17, IAS 36	Annual Improvements Avril 2009	01/07/2009 (au plus tôt)
Amendements à IFRS 2	Transactions intra-groupe réglées en trésorerie	01/01/2010

L'ensemble de ces normes est a priori sans incidence significative sur le groupe, à l'exception de l'IFRS 3 Révisée dont l'impact a été précisé dans la note sur les regroupements d'entreprises.

Le Groupe n'a pas appliqué de façon anticipée les dernières normes, amendements ou interprétations déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou adoptés au niveau européen mais d'application non obligatoire au 1^{er} janvier 2010.

Il s'agit des normes suivantes :

- IFRIC 19 : extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ;
- IAS 32 (amendement) : classement des émissions de droits.
- IAS 24 révisé : informations à fournir au titre des transactions avec les parties liées
- IFRS 9 : Instruments financiers

Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de la clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées.

Regroupements d'entreprises

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie EHPAD ou sanitaire. Le Groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie EHPAD ou sanitaire.

La norme IFRS 3 révisée introduit des modifications à la méthode de l'acquisition dont les principaux impacts sur la période sont :

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition,
- la constatation des coûts directs liés à l'acquisition en charges de la période,
- l'entrée dans le périmètre des sociétés « Les Parentèles » dont le traitement est décrit ci-après.

L'acquisition à 100% des sociétés « Les Parentèles » a été traitée en deux transactions distinctes : d'une part, la détermination de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation de 30% détenue avant la prise de contrôle, aboutissant à la constatation d'une plus value de 2,9 M€ comptabilisée en autres produits et charges opérationnels et, d'autre part, l'acquisition ultérieure et l'intégration globale à 100% des sociétés « Les Parentèles » à compter du 1^{er} janvier 2010.

Coûts d'emprunt

Conformément à la norme IAS 23, les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié font partie du coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunts sont comptabilisés en charges.

Le Groupe MEDICA a retenu l'ensemble des programmes de travaux de rénovation / restructuration / extension présentant une longue durée de réalisation avant de pouvoir être utilisé.

Les emprunts éligibles retenus sont constitués par l'ensemble des emprunts généraux qui ne sont pas affectés à un actif spécifique et par la prise en compte des instruments de couverture de taux.

Le taux d'emprunt incorporable correspond à la moyenne pondérée des taux des emprunts calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Traitement comptable de la CVAE

La loi de finances 2010 a réformé la taxe professionnelle pour la remplacer par la Contribution Economique Territoriale (C.E.T) qui se compose de deux éléments :

- La Contribution Foncière des Entreprises (C.F.E), assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, présentant des caractéristiques similaires à celles de la taxe professionnelle et de ce fait assimilable comptablement à une charge opérationnelle ; et
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard d'IAS 12.

Le groupe MEDICA, à la suite du communiqué du Conseil National de la Comptabilité en date du 14 janvier 2010, a jugé que la CVAE remplissait les caractéristiques d'un impôt sur le résultat et a comptabilisé à ce titre, dans ses comptes consolidés du 31 Décembre 2009, un impôt différé passif pour un montant total de 1,1 million d'euros net de l'impôt différé qui s'y rattache.

Par ailleurs, au cours du premier semestre 2010, une charge d'impôt a été comptabilisée à ce titre dans le compte de résultat.

Capital social

Les actions ordinaires sont classées dans les capitaux propres.

Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission, nets d'impôts.

Actions propres

Les actions propres détenues, y compris les pertes et profits réalisés sur cession sont comptabilisées en diminution des capitaux propres.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION DE LA PERIODE

Au cours du premier semestre de l'exercice 2010, le Groupe MEDICA a réalisé en France l'ouverture de 247 lits et l'acquisition de 770 lits.

Le groupe a ainsi ouvert 3 établissements en France : 88 lits à Evrecy (Normandie), 75 lits à la Roche sur Yon (Pays de Loire) et 84 lits à St Martin de Crau (PACA).

Il a également procédé à plusieurs acquisitions, avec notamment :

- En France : un établissement EHPAD en Ile de France de 80 lits, deux groupes d'établissement EHPAD représentant un total d'environ 620 lits :
 - Un groupe disposant d'environ 300 lits localisés principalement en Languedoc Roussillon, région dans laquelle MEDICA n'était pas implantée et qui lui permet de compléter son maillage territorial.
 - Un groupe d'environ 320 lits, établi en région Parisienne et spécialisé dans la prise en charge de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'une maladie apparentée.
- En Italie : un EHPAD situé à Florence de 70 lits.

Au 30 juin 2010, MEDICA exploite un portefeuille de 12 300 lits.

Le groupe a également pris une participation dans la SCI Montfavet qui est propriétaire d'un établissement sanitaire en vue de son extension. Cette société est consolidée par mise en équivalence au sein du groupe MEDICA.

3.2. INCIDENCE DES VARIATIONS DE PERIMETRE DE CONSOLIDATION SUR LES DONNEES DE LA PERIODE

Le tableau ci-dessous présente les impacts des événements décrits ci-dessus :

En milliers d'euros	Italie	France	Total
ACTIF			
Immobilisations incorporelles	0	4	4
Immobilisations corporelles	86	1 029	1 115
Autres actifs financiers non courants	74	2 641	2 715
Actifs disponibles à la vente		1 725	1 725
Impôts différés actifs		11	11
Autres actifs non courants		0	0
Actifs non courants	160	5 410	5 570
Stocks	14	603	617
Clients	1 138	1 951	3 089
Créances d'impôt courant		1 104	1 104
Autres débiteurs	338	2 044	2 382
Autres actifs courants	3	37	40
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
Actifs courants	1 493	5 739	7 232
Résultat Groupe		0	0
Intérêts minoritaires		0	0
PASSIF			
Emprunts et dettes financières		(1 680)	(1 680)
Engagements envers le personnel		0	0
Autres provisions		(417)	(417)
Impôts différés		(5)	(5)
Autres passifs non courants	(20)	(1 460)	(1 480)
Passifs non courants	(20)	(3 562)	(3 582)
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)		(336)	(336)
Autres provisions (part à moins d'un an)		0	0
Fournisseurs	(242)	(1 435)	(1 677)
Autres créditeurs	(440)	(4 692)	(5 132)
Dettes d'impôt courant	(80)	(2 966)	(3 046)
Instruments financiers dérivés		0	0
Autres passifs courants		(11)	(11)
Passifs courants	(762)	(9 439)	(10 201)
ACTIF NET	871	(1 853)	(982)

En milliers d'euros	Italie	France	Total
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	(615)	206	(409)
Trésorerie décaissée pour les acquisitions réalisées	(3 040)	(20 062)	(23 102)
Prix de cession des titres consolidés	0	0	0
Décaissements nets pour les acquisitions réalisées	(3 655)	(19 856)	(23 511)
Autres décaissements sur entrées de périmètre			0
Incidence des variations de périmètre sur la trésorerie	(3 655)	(19 856)	(23 511)
Profit comptabilisé suite à la réévaluation à la juste valeur des titres détenus avant le regroupement		2 968	2 968
Immobilisations incorporelles			
Autorisations administratives	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0
Immobilisations incorporelles hors écarts d'acquisition	0	0	0
Ecarts d'acquisition	2 784	24 680	27 464
Immobilisations incorporelles y compris écarts d'acquisition	2 784	24 680	27 464

3.3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2010

Sociétés consolidées	Monnaie	30/06/2010		
		Méthode	% Contrôle	% d'intérêt
MEDICA	€	IG	mère	-
SFM (ex-MEDICA)	€	IG	100	100
SCI CHAMBERY JOURCIN	€	IG	100	100
SAS LES JARDINS D'HESTIA	€	IG	99,92	99,92
SOCEFI	€	IG	100	100
SDSA	€	IG	100	100
SARL LE MOLE D'ANGOULINS	€	IG	100	100
SARL INVAMURS	€	IG	100	100
SCI BRUAY SUR ESCAUT	€	IG	100	100
SCI SAINT GEORGES DE DIDONNE	€	IG	100	100
SCI LAXOU	€	IG	51	51
SCI LES SABLES	€	IG	100	100
SCI LYON GERLAND	€	IG	100	100
SCI ST MALO	€	IG	100	100
SCI VILLARS LES DOMBES	€	IG	100	100
SCI DU MANS	€	IG	100	100
SCI D'ARS EN RE	€	IG	100	100
SARL RA DE LILLE STE THERESE	€	IG	100	100
SARL RA DE LAXOU	€	IG	100	100
SARL RA DE SAINT MALO	€	IG	100	100
SARL RA DES SABLES D'OLONNE	€	IG	100	100
SARL RA DE LYON GERLAND	€	IG	100	100
SARL RA DU MANS	€	IG	100	100
SCI DE L'EUROPE	€	IG	100	100
SCI PIERRE DEBOURNOU	€	IG	99,8	99,8
SNC DE DINARD	€	IG	100	100
SNC DE L'EUROPE	€	IG	100	100
SARL SERAPA	€	IG	100	100
SAS RA DE NEUVILLE ST REMY	€	IG	100	100
SAS RA DE DINARD	€	IG	100	100
SARL RESIDENCE DE CHAINTREAUVILLE	€	IG	96	96
SAS CLINIQUE SOLISANA	€	IG	100	100
CLINIQUE DU VAL DE SEINE	€	IG	99,71	99,71
SARL CCN	€	IG	100	100
SARL LES ARBELLES	€	IG	100	100
SARL CENTRE MEDICAL DES ALPILLES (CMA)	€	IG	100	100
SARL CENTRE MEDICAL DU VENTOUX (CMV)	€	IG	100	100
SCI LE SPLENDID	€	IG	100	100
LES LILAS	€	IG	100	100
COGOLIN	€	IG	100	100
SARL BEL AIR	€	IG	100	100
MEDICA FRANCE	€	IG	100	100

Sociétés consolidées	Monnaie	30/06/2010		
		Méthode	% Contrôle	% d'intérêt
SARL MF DEVELOPPEMENT	€	IG	100	100
TOPAZE	€	IG	100	100
LES PINS	€	IG	100	100
SCI DE BICHAT	€	IG	100	100
SCI CCN	€	IG	100	100
SCI CMA	€	IG	100	100
SARL GMR LA COTE PAVEE	€	IG	100	100
SAS CHATEAU de MORNAY	€	IG	100	100
AETAS S.P.A.	€	IG	100	100
II FAGGIO Srl	€	IG	100	100
RESIDENZA I PLATANI	€	IG	100	100
I ROVERI Srl	€	IG	100	100
CROCE DI MALTA Srl	€	IG	100	100
II CASTAGNO Srl	€	IG	90	90
LE PALME Srl	€	IG	100	100
I GIRASOLI Srl	€	IG	95	95
BUTIGLIERA D'ASTI	€	IG	100	100
VILLA ANTEA Srl	€	IG	95	95
GLI OLEANDRI Srl	€	IG	95	95
CARE SERVICE	€	IG	100	100
LE ROSE Srl	€	IG	90	90
I RODODENDRI Srl	€	IG	90	90
IL CILIEGIO Srl	€	IG	70	70
IPPOCRATE SPA	€	IG	95,75	95,75
SAS AUBERGERIE DE QUINCY	€	IG	91,78	91,78
SAS AUBERGERIE DU 3E AGE	€	IG	91,78	91,78
SARL BOURGOIN COUQUIAUD	€	IG	100	100
SARL MAISON BLANCHE	€	IG	100	100
SAS CENTRE MEDICAL MONTJOY	€	IG	100	100
SAS CLINIQUE DE PIETAT	€	IG	100	100
SARL LUBERON SANTE	€	IG	100	100
SA CRF LES GARRIGUES	€	IG	100	100
SAS MACO	€	IG	100	100
SCI DU BOIS HAUT	€	IG	100	100
SAS CHATEAU DE CAHUZAC	€	IG	100	100
SARL CRC GESTION	€	IG	100	100
SAS SAINTE COLOMBE	€	IG	100	100
SARL CHAPUIS FERNANDE	€	IG	100	100
SAS MONTROND LES BAINS	€	IG	100	100
SCI VALMAS	€	IG	100	100
SAS ALMA SANTE	€	IG	100	100
SCI ALMA SANTE	€	IG	100	100
SA CLINIQUE SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SCI CLINIQUE SAINT MAURICE	€	IG	100	100
SARL CLINIQUE DE SAUSSENS	€	IG	99,99	99,99
SARL MT SANTE	€	IG	99,99	99,99

Sociétés consolidées	Monnaie	30/06/2010		
		Méthode	% Contrôle	% d'intérêt
SARL RESIDENCE LES PINS	€	IG	100	100
SAS LES QUATRE TREFLES	€	IG	99,93	99,93
SAS GASTON DE FOIX	€	IG	100	100
SAS ARJEAN	€	IG	100	100
SAS LE VAL DES CYGNES	€	IG	100	100
SAS DLS GESTION	€	IG	96.67	96.67
SARL MEDICA FRANCE LE VERDON	€	IG	100	100
SAS MAISON DE REPOS ET DE CONVALESCENCE LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SCI LA PALOUMERE	€	IG	100	100
SAS FINANCIERE MEDICALE	€	IG	100	100
SAS LA VARENNE	€	IG	100	100
SCI LA VARENNE	€	IG	100	100
SAS LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SCI LA ROSERAIE	€	IG	100	100
SAS CENTRE MEDICAL DE CONVALESCENCE MONTVERT	€	IG	100	100
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE MONTVERT	€	IG	100	100
MS FRANCE	€	IG	60	60
HAD FRANCE	€	MEE	40,32	40,32
SARL B2L	€	IG	100	100
SAN BEGNINO	€	IG	100	100
MAGNOLIE	€	IG	100	100
SARL FONTAINE BAZEILLE	€	IG	100	100
SCI BAZEILLE	€	IG	100	100
SAS MEDIENCE	€	IG	100	100
CHARS LES PARENTELES	€	IG	100	100
BEZONS LES PARENTELES	€	IG	100	100
PIERRELAYE LES PARENTELES	€	IG	100	100
PARIS LES PARENTELES	€	IG	100	100
BAGNEUX LES PARENTELES	€	IG	100	100
MAUREPAS LES PARENTELES	€	IG	100	100
DELTA OCCITAN	€	IG	100	100
LES GARDIOLES	€	IG	100	100
LA PAQUERIE	€	IG	100	100
LA COLOMBE	€	IG	100	100
ACANTHE	€	IG	100	100
RESID GESTION	€	IG	100	100
SCI MONTFAVET	€	MEE	32,7	32,7

4. NOTES SUR LES PRINCIPAUX POSTES DES ETATS FINANCIERS

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

Les principaux mouvements de la période s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Ehpad France	Sanitaire France	Italie	Total
Ecarts d'acquisition nets au 31 décembre 2009	218 843	101 490	32 789	353 122
Regroupements d'entreprises	24 680		2 784	27 464
Ecarts d'acquisition nets au 30 juin 2010	243 522	101 490	35 574	380 586

Les écarts d'acquisition des sociétés acquises sur la période ont été déterminés provisoirement. Ils seront affectés définitivement dans le délai d'affectation de 12 mois. En l'absence d'indice de perte de valeur au niveau de chaque secteur d'activité, le groupe n'a pas procédé à des tests de dépréciation.

4.2. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'euros	Autorisations d'exploitation	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeur nette comptable au 31/12/2009	480 505	1 765	51	738	483 059
Entrées de périmètre		4			4
Acquisitions		54		586	640
Cessions		(5)			(5)
Reclassement	(50)				(50)
Dotation aux amortissements		(292)	(7)		(299)
Valeur nette comptable au 30/06/2010	480 455	1 526	44	1 324	483 349
Coût d'acquisition	480 455	5 149	74	1 324	487 002
Amortissements cumulés		(3 623)	(31)		(3 654)
Valeur nette comptable au 30/06/2010	480 455	1 526	44	1 324	483 349

Au 30 juin 2010, en l'absence d'indice de perte de valeur, le Groupe n'a pas procédé à de tests de dépréciation d'actif concernant les autorisations d'exploitation.

4.3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations de l'exercice 2010 concernent principalement des investissements dans de nouveaux immeubles ou extensions, ainsi que des investissements nécessaires à l'exploitation courante des établissements.

En milliers d'euros	Terrains et constructions	Véhicules, matériels et outillages	Autres immobilisations	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette comptable au 31/12/2009	252 205	10 626	19 960	11 534	294 325
Entrées de périmètre	280	235	397	203	1 115
Acquisitions	6 897	2 178	2 616	12 085	23 776
Cessions	(2)	(3)	(17)	(3 868)	(3 890)
Reclassement	2 497	(22)	114	(2 758)	(169)
Dotation aux amortissements	(6 308)	(1 409)	(2 497)		(10 214)
Valeur nette comptable au 30/06/2010	255 569	11 605	20 573	17 196	304 944
Coût d'acquisition	356 484	32 346	65 248	17 196	471 274
Amortissements cumulés	(100 915)	(20 741)	(44 675)		(166 331)
Valeur nette comptable au 30/06/2010	255 569	11 605	20 573	17 196	304 944

Les actifs comptabilisés au titre des biens pris par le Groupe dans le cadre de contrats de location-financement sont les suivants :

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Terrains et constructions		
Coût d'acquisition	191 718	191 718
Amortissements cumulés	(49 510)	(47 646)
Valeur nette comptable	142 208	144 072
Véhicules, matériel et outillage		
Coût d'acquisition	3 403	2 968
Amortissements cumulés	(492)	(316)
Valeur nette comptable	2 911	2 651

4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le Groupe MEDICA a recours à des instruments financiers dérivés afin de se couvrir contre les variations de taux, les dettes financières étant majoritairement contractées à taux variable.

Le Groupe a mis en œuvre une comptabilité de couverture conforme à la norme IAS 39, qualifiant ces opérations de couvertures de flux de trésoreries futurs.

La variation de juste valeur de la part efficace de ces dérivés est comptabilisée en capitaux propres à chaque arrêté. La juste valeur de ces instruments est calculée comme étant la valeur actualisée des flux futurs de trésoreries futurs estimés. Les valorisations des instruments dérivés sont fournies par les banques.

Suite au remboursement de la dette et la mise en place d'un nouveau financement, le Groupe a :

- soldé une partie du notionnel des swaps de taux qui ne répondaient plus aux conditions d'éligibilité à la comptabilité de couverture selon IAS 39 en contrepartie du versement d'une soule d'un montant de 5,739 millions d'euros
- regroupé aux mêmes conditions le solde des différents contrats de swaps existants éligibles à la comptabilité de couverture en un seul.

Au 30 juin 2010, le notionnel du swap à taux fixe de 3,6587% est de 350 millions d'euros, avec un taux référence Euribor 3 mois et une échéance au 30 juin 2011.

Le notionnel des Caps à un taux de 6% est de 500 millions d'euros avec un taux Euribor 3 mois et une période prévue entre le 30 juin 2011 et le 30 juin 2013.

Les caps ne sont pas documentés dans une relation de couverture. Les variations de juste valeur sont donc comptabilisées en résultat.

En milliers d'euros			Juste valeur au bilan				Imputation des variations au 30/06/10		
Type de contrat	Notionnel en millions d'euros		30.06.2010		31.12.2009		Résultat	Capitaux Propres - Autres éléments du résultat global	Trésorerie
	30/06/2010	31/12/2009	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs			
SWAP	350	545		9 606		18 889	2 348	1 196	5 738
CAP	500	500	465		1 054		(589)		
Instruments financiers dérivés*			465	9 606	1 054	18 889	1 759	1 196	5 738

(*) l'impact en trésorerie correspond à une sortie de cash

4.5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
OPCVM de trésorerie	1 304	7 849
Liquidité et comptes débiteurs fusionnés en cash-pooling	17 374	30 696
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18 678	38 546
Concours bancaires courants	(7 203)	(4 142)
Trésorerie nette	11 475	34 403

Conformément aux critères d'IAS 7.6, les OPCVM de trésorerie sont des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de variation de valeur.

4.6. ACTIFS NON COURANTS

Conformément à la norme IFRS 5, les immobilisations faisant partie d'un plan de cession, répondant à un programme actif de recherche d'acquéreur, mis en vente, dans un délai d'un an maximum et dont les actions nécessaires à la réalisation de la cession rendent improbables des changements significatifs du plan ou son abandon ont été reclassés en actifs destinés à être cédés dans le bilan pour un montant global de 11,8 millions d'euros. Il s'agit notamment d'un bâtiment destiné à l'activité EHPAD France situé dans la commune de Franconville.

4.7. PASSIFS FINANCIERS

La dette financière du Groupe MEDICA a fortement évolué au cours du 1^{er} semestre 2010 suite à l'introduction intervenue le 10 février 2010 avec concomitamment la conversion des obligations convertibles puis la mise en place d'une nouvelle ligne de financement le 16 juin 2010 (cf faits marquants du semestre).

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Emprunts auprès des établissements de crédit	374 135	392 110
Autres emprunts et dettes assimilées	1 355	1 511
Total passifs financiers non courants	375 490	393 621
Emprunt obligataire	0	100 217
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit courants	9 909	203 775
Autres emprunts et dettes assimilées courants	307	313
Intérêts courus sur emprunts	187	85 084
Concours bancaires courants	7 203	4 142
Total passifs financiers courants	17 606	393 531
Total passifs financiers	393 096	787 152
Emprunt obligataire (composante capitaux propres)	0	74 597
Effet cumulé du coût amorti	5 523	5 118
Total valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières	398 619	866 867

Les emprunts mentionnés précédemment s'analysent comme suit :

En milliers d'euros	Taux d'intérêt nominal (%)	30/06/2010	31/12/2009	Échéance
Emprunt obligataire				
Emprunt de 174,8 millions d'euros	10,00% capitalisés	0	241 910	2019
Valeur de remboursement de l'emprunt obligataire		0	241 910	
Emprunts syndiqués				
Emprunt de 350 millions d'euros	Euribor + 1,65%	350 000	0	2015
Emprunt Mezzanine de 92 millions d'euros	Euribor + 4,00% + intérêts capitalisés 4,625%	0	109 638	2016
Emprunts syndiqués	Euribor + 1,75% à +2,50%	0	466 626	2013 - 2015
Intérêts courus sur emprunts		196	361	
Autres emprunts et dettes assimilées				
Locations financements	Tx fixes et variables	30 713	34 067	
Autres emprunts bancaires	Tx fixes et variables	10 507	10 123	
Concours bancaires courants		7 203	4 142	
Valeur de remboursement des emprunts syndiqués et autres passifs financiers		398 619	624 957	
Valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières		398 619	866 867	
Emprunt obligataire (composante capitaux propres)		0	(74 597)	
Effet cumulé du coût amorti		(5 523)	(5 118)	
Total emprunts bancaires et passifs financiers		393 096	787 152	

Endettement financier Net :

L'endettement financier net tel que défini par le Groupe correspond au total des dettes financières et emprunts bancaires diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Total emprunts bancaires et dettes financières	393 096	787 152
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	(18 678)	(38 546)
Endettement Net	374 418	748 606

Ratios bancaires :

Au titre de la mise en place du nouveau financement, le groupe doit respecter un certain nombre d'obligations usuelles dans ce type de contrat. En cas de non respect de certaines d'entre elles, les banques pourraient obliger le groupe à rembourser totalement ou partiellement l'emprunt ou renégocier les conditions de financement.

Le groupe doit ainsi respecter le covenant financier annuel suivant : Endettement net / EBITDA < 4,5 jusqu'en 2011 et dégressif ensuite.

Echéances des dettes financières :

La ventilation par échéance de la valeur de remboursement des emprunts bancaires et dettes financières est la suivante :

En milliers d'euros	Moins d'un an	Entre un et cinq ans	Plus de cinq ans	Valeur de remboursement
Emprunts bancaires syndiqués et autres passifs financiers	2 893	356 344	1 466	360 702
Location-financement	7 523	15 891	7 299	30 713
Concours bancaires courants	7 203			7 203
Total valeur de remboursement	17 619	372 235	8 765	398 619

4.8. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Fournisseurs	30 841	36 607
Dettes sociales et fiscales	45 648	43 876
Avances et acomptes reçus	5 191	4 998
Dettes - fournisseurs immobilisations	4 079	3 776
Autres dettes	3 577	2 742
Produits constatés d'avance	3 727	753
Autres crédateurs	62 221	56 145

4.9. AUTRES PROVISIONS NON COURANTES

Les autres provisions non courantes sont les suivantes :

En milliers d'euros	Prud'hommes	Restructurations	Autres	Total
Au 31 décembre 2009	3 429	2 750	2 355	8 534
- Augmentation des provisions	611	511	13	1 135
- Reprise des montants durant l'exercice	(981)	0	(1 092)	(2 073)
- Variations de périmètre	163	168	87	418
- Reclassement	0	0	(54)	(54)
Au 30 juin 2010	3 223	3 428	1 308	7 959

4.10. IMPOTS DIFFERES

La variation des impôts différés nets est exposée ci-après :

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
A l'ouverture	(190 399)	(203 580)
Variation de périmètre	0	39
Impôts imputés au compte de résultat	3 354	11 752
Impôts imputés directement en capitaux propres ou écart d'acquisition (1)	27 332	1 390
A la clôture	(159 713)	(190 399)

(1) Impôts différés imputés sur l'opération de conversion de la composante « capitaux propres » de l'emprunt obligataire pour 24,9 millions d'euros et liés aux frais d'introduction en bourse pour 2,9 millions d'euros.

4.11. SECTEURS OPERATIONNELS

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels » et à l'organisation opérationnelle de l'activité, les informations présentées sont basées sur le reporting interne du Groupe, à savoir :

- Le secteur **EHPAD – France** regroupe les établissements d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes localisés en France, assurant la prise en charge de la dépendance pérenne ;
- Le secteur **Sanitaire – France** regroupe les établissements spécialisés dans les soins de suite et la réadaptation et dans le domaine psychiatrique, assurant la prise en charge de la dépendance temporaire ;
- Le secteur **Italie** regroupe les établissements assurant la prise en charge de la dépendance en Italie.

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Chiffres d'Affaires			
Ehpad France	160 815	139 654	289 589
Sanitaire France	71 641	70 124	141 397
Italie	26 632	24 334	49 741
Total	259 088	234 111	480 727
Résultat Brut d'Exploitation (RBE) hors Immobilier			
Ehpad France	41 891	36 583	79 270
Sanitaire France	18 263	17 902	36 282
Italie	6 609	5 576	11 727
Total du RBE hors Immobilier	66 763	60 061	127 279
Locations immobilières	(23 440)	(20 961)	(42 664)
Excédent Brut d'exploitation (EBE)	43 323	39 100	84 615

Le Résultat Brut d'Exploitation correspond à l'Excédent Brut d'Exploitation hors locations immobilières.

En milliers d'euros	30/06/2010	31/12/2009
Actifs		
Ehpad France	834 387	800 026
Sanitaire France	349 677	357 024
Italie	99 374	97 474
Total	1 283 439	1 254 524

4.12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} semestre 2010 du Groupe MEDICA s'établit à 259,1 millions d'euros en progression de 10,7% par rapport au 1^{er} semestre 2009.

Au cours du semestre, tous les secteurs d'activité sont en croissance :

- le secteur EHPAD France enregistre un chiffre d'affaires de 160,8 millions d'euros en progression de 15,2% par rapport au 1^{er} semestre 2009. Cette bonne performance s'explique notamment par la forte croissance organique (+8,8%) liée à la montée en puissance des établissements ouverts au cours de l'année 2009 et en 2010.
- le secteur Sanitaire France réalise un chiffre d'affaires de 71,6 millions d'euros, en faible progression (+1,9%) par rapport à la même période de l'année précédente du fait des programmes de restructuration lourde menés par le Groupe.
- Le chiffre d'affaires du secteur Italie de 26,6 millions d'euros s'inscrit en croissance de 9,4% par rapport à 2009.

4.13. CHARGES EXTERNES

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Personnel intérimaire	(959)	(845)	(2 131)
Honoraires	(5 546)	(4 492)	(9 047)
Locations immobilières	(23 440)	(20 961)	(42 664)
Locations mobilières	(3 041)	(3 110)	(5 985)
Entretien et maintenance	(3 137)	(2 784)	(5 622)
Sous-traitance	(22 587)	(21 368)	(43 381)
Achats non stockés	(5 999)	(5 561)	(11 084)
Autres	(4 138)	(4 860)	(9 289)
Charges externes	(68 847)	(63 981)	(129 203)

Le poste sous-traitance comprend 15 278 K€ de charges provenant de la filiale italienne Aetas, la quasi-totalité du personnel étant sous-traité.

4.14. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Traitements, salaires et indemnités de fin de contrat de travail	(86 614)	(75 833)	(154 665)
Charges sociales	(34 069)	(29 320)	(59 021)
Charges de retraite- régimes à prestations définies & Médailles du travail	(162)	(162)	(323)
Charges de personnel	(120 845)	(105 315)	(214 009)
Effectifs fin d'année Equivalents Temps Plein			
France	6 684	6 226	6 328
Etranger	117	75	94
Total	6 801	6 301	6 422

L'évolution des charges de personnel du Groupe résulte des variations de périmètre, les ouvertures de nouveaux établissements ainsi que la médicalisation croissante des établissements (notamment du fait du recrutement de personnels soignants dans le cadre des renouvellements de convention tripartite).

4.15. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois
	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Frais d'introduction en bourse	(3 019)		(2 390)
Vnc des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	(3 894)	(3)	(13 497)
Coûts pour fermeture d'établissement	(2 153)	(3 137)	(3 756)
Autres charges	(798)		
Autres Charges opérationnelles	(9 864)	(3 140)	(19 643)
Ecart d'acquisition négatif constaté en résultat			872
Produits de cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 796		12 392
Produits de cession de titres		8	
Produits liés aux fermetures d'établissement			48
Mise en juste valeur de participations antérieurement détenues (1)	2 968		
Autres Produits opérationnels	6 764	8	13 312

(1) Mise en juste valeur des participations antérieurement détenues dans " Les Parentèles "

4.16.

4.17. RESULTAT FINANCIER

En milliers d'euros	Période de 6 mois 30/06/2010		Période de 6 mois 30/06/2009		12 mois 31/12/2009	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Charges d'intérêts sur emprunts	(9 665)		(24 631)		(48 788)	
Intérêts sur contrats de location-financement	(919)		(1 412)		(2 434)	
Charges et produits sur couverture de taux	(6 998)		(5 602)		(13 604)	
Effet du coût amorti sur les emprunts	(5 138)		74		(15 672)	
Coût de l'endettement financier brut	(22 720)	0	(31 571)	0	(80 498)	0
Prod. de cession équivalents de trésorerie		25		15		49
Coût de l'endettement financier net	(22 720)	25	(31 571)	15	(80 498)	49
Composante financière du coût des régimes d'avantages au personnel	(142)		(142)		(284)	
Commissions de non utilisation	(600)		(185)		(287)	
Effets d'actualisation	(37)		(44)		(107)	
Variation de la juste valeur des instruments financiers	(588)			818		501
Dépréciation des actifs financiers						
Autres charges financières	(516)		(41)		(123)	
Autres produits financiers		35		46		74
Autres produits et charges financiers	(1 883)	35	(412)	864	(801)	575
Résultat financier	(24 603)	60	(31 983)	879	(81 300)	624

4.18.

4.19. CHARGE D'IMPOT SUR LE RESULTAT

Le Groupe MEDICA a opté pour le régime d'intégration fiscale pour ses filiales françaises détenues à plus de 95%. Les filiales qui répondent à ce critère de détention sont incluses dans le périmètre d'intégration fiscale excepté celles acquises au cours du premier semestre 2010.

Conformément à IAS 34, le groupe MEDICA a comptabilisé sa charge d'impôt en fonction d'un taux d'impôt projeté sur l'année 2010.

En milliers d'euros	Période de 6 mois		12 mois 31/12/2009
	30/06/2010	30/06/2009	
Charge d'impôt courant	(5 569)	396	(1 387)
Charge ou produit d'impôts différés	3 354	1 417	11 752
Charge d'impôt sur le résultat	(2 215)	1 812	10 365

4.20. RESULTAT PAR ACTION

Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	2 894	(2 703)	(13 363)
Nombre moyen pondéré d'actions	38 428 291	7 286 040	7 286 040
Résultat net part du groupe consolidé par action (en euros)	0,08	(0,37)	(1,83)

Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Résultat dilué revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	5 636	(2 703)	(13 363)
Nombre moyen pondéré d'actions	38 428 291	1 823 301	1 823 301
Effet des dilutions des obligations	2 924 262	12 532 551	12 532 551
Effet des dilutions des actions de préférence en circulation	1 607 114	1 721 909	1 721 909
Résultat net dilué part du groupe consolidé par action (en euros)	0,13	(0,17)	(0,83)

4.21.

4.22. PRINCIPAUX POSTES DU TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Détail de l'incidence de la variation en fonds de roulement

En milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Incidence de la var. des stocks et en cours	8	12	(292)
Incidence de la var. des clients	257	722	6 021
Incidence de la var. des fournisseurs	(7 222)	(13 490)	(110)
Incidence de la var. des débiteurs & autres créditeurs	(3 209)	4 702	8 864
Incidence de la variation du besoin en fonds de roulement	(10 166)	(8 054)	14 483

Détail des acquisitions d'immobilisations corporelles

En milliers d'euros	30/06/2010	30/06/2009	31/12/2009
Acquisitions d'immobilisations corporelles (cf. note 4.3)	(23 776)	(20 518)	(44 699)
Immobilisations acquises dans le cadre d'un contrat de crédit-bail	435	5 810	7 671
Activation des coûts d'emprunt (IAS 23)	941		
Reclassement incorp./corporelles	946		
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations corporelles	(965)	1 174	3 192
Acquisition d'immobilisations corporelles	(22 419)	(13 534)	(33 836)

4.23. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements au titre des contrats de location simple - Position de preneur des sociétés du Groupe :

Le tableau ci-dessous détaille le total des paiements minimums futurs au titre des contrats de location simple non résiliables :

En milliers d'euros	30/06/2010
A moins d'un an	48 655
Entre un et cinq ans	194 753
A plus de cinq ans	221 270
Paiements minimums futurs au titre des locations simples	464 678

Les autres engagements hors bilan n'ont pas évolué de façon significative depuis le 31 décembre 2009, notamment ceux liés :

- aux garanties réelles et aux cautions suite à la restructuration de la dette
- aux promesses d'investissements.

4.24. OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Parties liées ayant un contrôle sur le Groupe :

Il n'y a pas de transaction entre le Groupe MEDICA et les actionnaires ayant un contrôle sur le Groupe, à l'exception de la rémunération de l'emprunt obligataire qui a été converti le 12 Février 2010. Les intérêts de cet emprunt se sont élevés à 2,7 millions pour la période du 01 Janvier au 12 Février 2010.

Rémunération des dirigeants :

La rémunération des dirigeants est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2010
Avantages à court terme (*)	273
Avantages postérieurs à l'emploi	77

(*) hors charges patronales

Autres Informations relatives aux parties liées :

La société MEDICA SA n'a pas distribué de dividendes depuis l'acquisition du sous-groupe SFM en Août 2006.

4.25. EVENEMENTS POSTERIEURS

Politique de couverture de taux

Le Groupe a souscrit en Juillet 2010 des swaps au taux fixe moyen de 1,7% à compter de Janvier 2011 pour un montant de 350 millions d'euros dont 100 millions d'euros à échéance 31 Décembre 2013 et 250 millions d'euros à échéance 30 Juin 2014.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

MAZARS

61, rue Henri Regnault
92075 PARIS – LA DEFENSE

CONSTANTIN ASSOCIES

Member of Deloitte Touche Tohmatsu
114, rue Marius AUFAN
92300 LEVALLOIS-PERRET

Patrick GRIMAUD

17, rue du Sergent Bauchat
75012 PARIS

MEDICA

Société Anonyme

39, rue du Gouverneur Général Félix Eboué

92130 – ISSY-LES-MOULINEAUX

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION
FINANCIERE SEMESTRIELLE**

COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires résumés de la société MEDICA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de l'annexe des comptes consolidés intermédiaires résumés relative aux nouvelles normes d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010, et en particulier la norme IFRS 3 révisée « regroupements d'entreprises » appliquée pour la comptabilisation des acquisitions de la période.

2. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport financier semestriel commentant les comptes consolidés intermédiaires résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires résumés.

Paris-La Défense, Levallois-Perret et Paris, le 8 septembre 2010

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

**CONSTANTIN
ASSOCIES**

Patrick Grimaud

Denis Grison

Jean –Paul Séguret

ATTESTATION DES RESPONSABLES

ATTESTATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation du groupe MEDICA au 30 juin 2010, ainsi que des principales transactions entre parties liées, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Issy les Moulineaux, le 13 septembre 2010.

Le Président Directeur Général

Jacques Bailet